

RESPONSABILITE CIVILE

Tout fait quelconque de l'homme qui sans l'autorité de la loi, cause sciemment et volontairement à autrui un dommage matériel, ou moral oblige son auteur à réparer le dit dommage lorsqu'il est établi que ce fait en est la cause direct.

art 77 du DOC

art 77 du DOC

PLAN

I-Responsabilité civile délictuelle;

1-Conditions de mise en œuvre;

2-Sanctions de la responsabilité civile délictuelle;

II-Responsabilité civile contractuelle;

1-Conditions de mise en œuvre;

2-Sanctions de la responsabilité civile contractuelle

III-Conclusion;

Responsabilité civile délictuelle

S'ordonne en deux rubriques:

- Responsabilité du fait personnel: quiconque qui provoque un dommage à autrui en doit réparation et chacun est responsable civilement de ses actes.

Responsabilité du fait des choses: on doit également répondre des actes des personnes sur lesquelles on exerce une surveillance ou autorité et du fait des choses qu'on a sous garde selon l'article 88 du DOC

Conditions de mise en œuvre

Le préjudice:

La responsabilité civile est liée à l'idée de réparation. Or la nécessité d'une réparation se conçoit en présence d'un dommage. Donc il faut qu'une personne se plaigne d'un préjudice pour mettre en œuvre la responsabilité délictuelle.

Le préjudice doit être:

- Certain:** on ne peut pas avoir égard à un préjudice hypothétique.
- Personnel:** seul celui qui a personnellement souffert du dommage peut demander réparation.
- Doit atteindre à un intérêt juridiquement protégé:** on ne peut obtenir réparation d'un tort lié à une situation illégale.

La faute:

Consiste en un comportement répréhensible. Elle peut représenter un caractère intentionnel comme elle peut être conséquence d'une négligence ou imprudence.

La constatation de la faute est simplifiée chaque fois qu'il est reproché à l'auteur du dommage d'avoir enfreint une prescription légale. Donc la faute s'induit de la preuve de l'infraction.

l'infraction.

prescription légale. Donc la faute s'induit de la preuve de

Article 78 DOC « chacun est responsable du dommage moral ou matériel qu'il a causé, non seulement par son fait, mais par sa faute, lorsqu'il est établi que cette faute en est la cause directe. Toute stipulation contraire est sans effet. La faute consiste, soit à omettre ce qu'on était tenu de faire, soit à faire ce dont on était tenu de s'abstenir, sans intention de causer un dommage ».

Lien de causalité

Pour que les conditions de responsabilité soient réunies, il faut prouver que la faute commise est bien à l'origine du préjudice souffert.

biologie pour tous

L'article 79 du DOC stipule:

L'Etat et les municipalités sont responsables des dommages causés directement par le fonctionnement de leur administrations et par les fautes de services de leurs agents

par les fautes de services de leurs agents

causés directement par le fonctionnement de leur administrations et

Sanctions de la mise en œuvre

La sanction d'une faute dommageable prend souvent une forme monétaire.

Naturellement le montant de l'indemnité dépend de la part du responsabilité et de l'importance du dommage.

En pratique c'est par voie de justice que la victime cherche à obtenir réparation de son préjudice, mais les parties auteur et victime du dommage pourraient s'accorder pour fixer amiablement par un accord de volontés les responsabilités et le montant des dommages-intérêts.

dommages-intérêts.

par un accord de volontés les responsabilités et le montant des
victime du dommage pourraient s'accorder pour fixer amiablement
obtenir réparation de son préjudice, mais les parties auteur et

responsabilité civile contractuelle

En matière contractuelle, les engagements des parties sont réciproques c.-à-d. que si l'une n'exécute pas son engagement l'autre pourra intenter une action en justice destinée à obtenir soit une exécution forcée du contrat soit une exécution forcée en équivalent.

forcée en équivalent.

soit une exécution forcée du contrat soit une exécution

Conditions de mise en œuvre

Une faute qui résulte de l'inexécution du contrat

Un préjudice subi par le créancier

Un lien de causalité

Sanctions de la mise en œuvre

Les contrats sont faits pour être exécutés. Cependant il arrive que l'exécution d'un contrat fasse problème, soit que:

- le débiteur d'une obligation se montre déloyale.
- éprouve du mal à honorer son engagement.
- des circonstances de force majeure perturbent le cours normal des choses

des choses

-des circonstances de force majeure perturbent le cours normal

Dans ce cas on distingue entre deux types de remèdes:

- Les mesures de coercition

- Les sanctions de l'inexécution

Les mesures de coercition :

Incitation momentanée : inciter le débiteur d'une obligation à remplir son devoir contractuel en procédant pour une partie soit :

- A ne pas s'exécuter si l'autre partie n'accomplit pas ses prestations.

- Soit à condamner le débiteur d'une obligation à payer une certaine somme par jour de retard de l'exécution de l'engagement.

Incitation :

condamner le débiteur d'une obligation à payer une certaine somme par jour de retard de l'exécution de

- Soit à condamner le débiteur d'une obligation à payer une

Exécution forcée: si le débiteur ne s'acquiesce pas ponctuellement de son obligation et s'il résiste même aux mesures d'incitation momentanée, le créancier peut chercher à obtenir l'exécution forcée de la prestation qui lui avait été promise.

promise.

obtenir l'exécution forcée de la prestation qui lui avait été

les sanctions d'inexécution:

L'inexécution est susceptible de degrés elle peut être définitive ou momentanée. L'inexécution vaut d'être sanctionnée, ceci par l'allocation de dommages-intérêts au créancier insatisfait, et dans les cas les plus graves il y'aura la résolution du contrat inexécuté

la résolution du contrat inexécuté
créancier insatisfait, et dans les cas les plus graves il y'aura

Les dommages-intérêts

On distingue :

les dommages-intérêts moratoires qui sanctionnent l'inexécution momentanée du contrat, ils sont destinés à réparer le préjudice éventuel causé au créancier pour le retard du débiteur à exécuter complètement son obligation.

Le droit au dommages-intérêts moratoires n'est pas acquis immédiatement au créancier car il doit prouver que ce retard lui a causé un préjudice et n'est ouvert que si le créancier a adressé au préalable une mise en demeure à son débiteur.

Les dommages-intérêts compensatoires: ils sanctionnent l'inexécution définitive d'une obligation. En effet la défaillance du débiteur entraîne sa responsabilité contractuelle et il doit réparer le préjudice par le versement de dommages-intérêts compensatoires.

préjudice par le versement de dommages-intérêts compensatoires.
débiteur entraîne sa responsabilité contractuelle et il doit réparer le

La résolution pour inexécution

Lorsque l'une des parties contractantes ne parvient pas à obtenir l'exécution du contrat, elle peut demander la résolution. Ainsi le vendeur qui n'obtient pas le prix peut agir en recouvrement forcé ou demander la résolution du contrat.

La résolution pourra s'accompagner de dommages-intérêts mis à la charge du contractant fautif.

Elle peut aussi être obtenue alors que l'inexécution du contrat résulte d'une force majeure et dans ce cas il n'y aura pas paiement de dommages-intérêts

de dommages-intérêts
résulte d'une force majeure et dans ce cas il n'y aura pas paiement
Elle peut aussi être obtenue alors que l'inexécution du contrat

Conclusion:

